

Questions orales

Est-il prêt à accepter cela?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, je ne suis pas d'accord avec la conclusion du député.

Comme il le sait sans doute, le budget prévoit la création d'un million et demi d'emplois au cours des cinq prochaines années, soit environ 300 000 emplois par année. Non seulement nous traversons une récession, nous passons également par une phase de restructuration au cours de laquelle les industries, surtout les industries de fabrication et de transformation, subissent un processus de restructuration et d'adaptation exigé par la mondialisation et une économie plus compétitive.

Nous avons tâché, dans le cadre de cette initiative, de soutenir l'industrie grâce aux mesures très positives que nous avons prises. Nous prévoyons une reprise de la croissance de 2,7 p. 100 cette année et de plus de 4 p. 100 en 1993.

Contrairement à ce qu'affirme le député, le budget a suscité une réaction très positive et a permis de stimuler l'optimisme et l'espoir en l'avenir.

* * *

LES BANQUES

M. Ron MacDonald (Dartmouth): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Consommateurs et des Sociétés ou à quiconque est chargé de répondre en son nom aujourd'hui.

Pendant que les Canadiens supplient le gouvernement à genoux pour avoir de l'aide, les banques à charte canadiennes ont haussé les frais d'administration de plus de 365 p. 100. Pourtant, le ministre, qui est censé être le principal défenseur des intérêts des consommateurs au sein du gouvernement, est resté totalement muet.

Quelles mesures le ministre prendra-t-il aujourd'hui pour affronter les banquiers canadiens, pour protéger les consommateurs canadiens et pour prouver que le chien de garde des consommateurs n'est pas devenu le chien de manchon des grandes institutions financières au Canada?

L'hon. Jake Epp (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, le ministre a pris ses responsabilités très au sérieux. Je rappelle au député que nous avons adopté une mesure législative qui oblige les banques à fournir tous ces renseignements au public et qui favorise aussi une concurrence accrue.

J'ai aussi un autre point à signaler au député. Je crois qu'il sait, comme moi, que ce sont les consommateurs eux-mêmes qui sont le mieux placés pour voir comment ils peuvent réduire leurs frais. Divers services financiers sont offerts pour aider les Canadiens à administrer leurs affaires. On a dit à maintes reprises à la Chambre que, pour le consommateur, le meilleur moyen de se protéger, c'est de faire le tour des institutions financières pour essayer d'obtenir les meilleurs services possibles au meilleur prix.

M. Ron MacDonald (Dartmouth): Monsieur le Président, c'est une réponse intéressante.

Au moment même où le taux de chômage est dans les deux chiffres, où le nombre de faillites atteint un niveau record dans tout le pays et où près de 1 million de Canadiens ont besoin des banques d'alimentation pour survivre, les banques à charte canadiennes déclarent des profits records de 2,2 milliards de dollars. Cela représente une augmentation de 1 100 p. 100 en dix ans.

Qu'est-ce qu'il faudra pour que le ministre et son gouvernement se rendent compte que les consommateurs canadiens en ont assez de se faire exploiter par les grandes banques? Ils veulent qu'on fasse quelque chose pour régler le problème.

L'hon. Jake Epp (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Je rappelle encore au député que nous avons adopté une mesure législative à cet égard. Je lui rappelle aussi le travail qu'a fait le comité parlementaire et les témoignages qu'il a entendus.

Je lui signale aussi—et je ne veux pas me limiter à un seul point de vue—que beaucoup d'entre nous cherchent pour trouver ce qui est le plus avantageux. Les frais de service ne sont pas les mêmes dans toutes les banques, ni même dans toutes les succursales. Nous pouvons comparer ce qui est offert sur le marché avant de choisir. Cela fait partie du système, et je soutiens que c'est encore la meilleure façon de procéder. Si le député continue d'en douter, je pourrais toujours lui donner une idée des frais exigés par certaines banques comparativement à d'autres.

* * *

LE PROGRAMME DE LA PLANIFICATION DE L'EMPLOI

M. John Nunziata (York-Sud—Weston): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Emploi.